



Cas pratique

Application de la réglementation SIEG – FSE

Une association Loi 1901 d'un effectif de 10 salariés et d'un budget annuel de 950 k€ est active dans le domaine de l'insertion professionnelle. Elle a été sélectionnée par le Conseil régional dans le cadre de la procédure d'habilitation des organismes chargés d'actions d'insertion professionnelle prévue par l'article R6121-1 (et suivant) du code du travail.

La région envisage d'octroyer un financement public (FSE et région) de 450 k€ annuels sur une période de 3 ans, pour assurer des actions de formation dans le domaine de l'insertion professionnels des jeunes. Cette opération bénéficiera d'un cofinancement du FSE pour moitié du montant subventionné.

Pour mener ces actions de formation, l'association ne bénéficie d'aucun financement complémentaire privé ou public.

Le coût annuel des prestations représente un coût total éligible de 500 k€ composé principalement de dépenses de personnels (300 k€ de salaires de la structure, pour l'organisation des formations, le conseil, l'animation, le suivi, l'évaluation des modules, et 150 k€ de dépenses d'intervenants/formateurs, ainsi que 50 k€ de frais de location de salle d'hébergements de restauration des stagiaires, ainsi que des dépenses de reproduction de documents).

La totalité de l'activité de l'association est couverte par le SIEG qui sera défini par la région.

Question 1 : *Quelle est la base juridique européenne des financements publics (citer le texte) ?*

Question 2 : *Quelles sont les règles de conventionnement/mandatement à respecter sur l'opération ? (clauses à insérer dans la convention)*

Question 3 : *Quelles sont les modalités de calcul du financement public ?*

Question 4 : *Quelles sont les modalités de contrôle et de suivi que la région doit mettre en place ?*

Question 5 : *Le volume de financement public total envisagé par la région respecte-t-il les principes de la réglementation financement des SIEG ?*



Résolution

Question 1 :

La base juridique européenne des financements publics est la décision d'exemption SIEG du 20 décembre 2011. Cette base juridique doit être rappelée dans la convention de mandatement.

Question 2 :

Les règles de mandatement et de conventionnement sont fixées dans l'article 4 de la décision d'exemption et aux points 1 à 11 de l'article R6122-7 du code du travail.

Il faut donc intégrer dans la convention les éléments suivants :

- 1) La définition de la mission en référence aux besoins de formation
- 2) La nature et le contenu des obligations de service public
- 3) La nature des actions d'insertion et de formation professionnelle comportant un accompagnement à caractère pédagogique, social ou professionnel devant être mises en œuvre par l'organisme
- 4) Le territoire concerné
- 5) La nature des partenariats à développer et leur contenu
- 6) Les paramètres de calcul de contrôle et de révision de la juste compensation financière, qui peut être fixée en fonction des coûts prévisionnels ou des coûts réels ; Les coûts prévisionnels peuvent tenir lieu de plafonds de dépenses
- 7) Les modalités de paiement ainsi que les modalités de remboursements éventuels, notamment dans le cadre d'une surcompensation
- 8) La durée de la convention d'habilitation, qui peut être fractionnée en périodes reconductibles sans pouvoir dépasser 5 ans
- 9) Les modalités de conclusion d'un avenant à la convention d'habilitation et de sa résiliation
- 10) Les modalités de suivi et d'évaluation de l'exercice de la mission fondée sur les indicateurs et des modalités de contrôle reposant notamment sur la vérification des comptes de la mission confiée et sur l'imputation des coûts de structure ainsi que le régime des pénalités
- 11) Une référence à la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106.2 du TFUE aux aides d'Etat sous forme de compensation d'obligations de service public.

CAS PRATIQUE

SIEG FSE



Question 3 :

Les modalités de calcul du financement public sont les suivantes :

L'association doit fournir son budget annuel décrivant la totalité de ses dépenses et la totalité de ses recettes ; la région doit vérifier que le versement de la subvention annuelle de 450 k€ ne confère pas à la structure une surcompensation financière. A priori ce ne sera pas le cas car les dépenses de la structure occasionnées pour la gestion du SIEG seront de 500 k€ annuels.

Si le service ne génère aucune recette autre que les subventions, le montant total de la subvention FSE cumulé aux autres éventuelles subventions publiques ne devra donc pas dépasser le montant total des dépenses effectuées par l'association.

Question 4 :

Les modalités de contrôle et de suivi à mettre en place : il conviendra de mentionner dans la convention l'obligation pour l'association de produire des comptes annuels correspondant au périmètre du SIEG, c'est à dire les comptes annuels de l'association car en l'occurrence le SIEG couvre la totalité de l'activité de l'association.

La région devra procéder à la vérification à minima tous les trois ans ou lors de chaque versement, que le montant total des recettes relatives au SIEG (subventions comprises) ne dépasse pas le montant total des dépenses relatives au SIEG.

Si ce n'est pas le cas, la région devra procéder à la récupération du montant d'aide trop perçu, lorsque le montant total des recettes dépassera celui des dépenses occasionnées sur le SIEG, de façon à revenir à l'équilibre.

Question 5 :

Le volume de financement public total envisagé est de 450 k€ annuels, pour un programme d'action de 500 k€ de l'association. Si l'association n'a pas d'autres sources de recettes que les subventions, la compensation versée pour le SIEG (450k€) est bien inférieure aux dépenses de l'association (500k€) et elle respectera donc bien le principe de la « juste compensation » évoquée dans le décret, c'est à dire du financement à l'équilibre.